

Espagne-débat. «Le gouvernement Sanchez et l'unité populaire»

Publié par Alencontre le 9 - juin - 2018



De suite après le vote de la censure, Pablo Iglesias propose à Sanchez «un gouvernement plus stable», avec Podemos

Par Manuel Gari

Le tsunami parlementaire qui a suivi le triomphe de la motion de censure (le 1er juin) et la démission de Mariano Rajoy a apporté un soulagement à la majorité de la population (et des peuples) de l'Etat espagnol, malgré les colères du Schtroumpf grincheux du PP, Rafael Hernando [porte-parole du groupe au Congrès depuis 2014, et député depuis 1993], un représentant rance de cette droite qui croit qu'elle dispose d'un droit surnaturel à gouverner.

Les chiffres sont clairs: après les 180 votes en faveur de la motion de censure, c'est, en fait, la volonté de 12'118'833 électeurs qui s'est exprimée; contre les 169 votes du PP et de Ciudadanos (C's) représentant 11'082'806 électeurs. Par conséquent, le soutien apporté au «dégage, Mariano Rajoy» a dépassé «en nombre» de suffrages – de 1'036'027 – le corps électoral de ceux qui ont affirmé que rien ne s'était passé dans ce pays suite à la condamnation [de 29 responsables du PP, dans l'affaire dite «Gürtel», traduction en allemand du nom du principal prévenu, Francisco Correa, soit la «courroie», la «ceinture»]; une condamnation qui a mis en évidence la gouvernance corrompue de ceux qui résident au 13, de la rue Génova à Madrid, le siège du PP.

Un gouvernement «d'ordre» et responsable

Le gouvernement formé autour de la présidence de Pedro Sánchez [voir sur ce site les articles publiés en date des 4 et 7 juin] vise à récupérer l'espace perdu et à placer le Parti socialiste (PSOE) dans une position privilégiée avant les prochaines élections. Le résultat reste à voir.

D'une part, il faut tenir compte des limites politiques que s'impose le PSOE lui-même face aux politiques audacieuses qui sont urgentes et nécessaires après la catastrophe néolibérale et autoritaire. Le PSOE continue d'accepter l'austérité budgétaire, de respecter les règles ayant trait au plafonnement des dépenses publiques, d'accepter de manière non critique la politique

de l'UE et les limites imposées par la Constitution de 1978, en particulier le système monarchique et le régime d'autonomie régionale. Il manifeste une volonté quasi inexistante de supprimer immédiatement la contre-réforme du travail.

D'autre part, le PSOE devra supporter la virulence plus que probable de l'opposition combinée de l'aile droite d'un PP qui a été touché, mais pas coulé – puisque ce parti dispose de profondes racines sociales, ecclésiales [appareil et réseau de l'Eglise catholique] et étatiques – et de Ciudadanos, momentanément désorienté mais sur lequel mise un secteur du grand capital espagnol.

Certes, Pedro Sánchez a fait preuve d'une grande audace, sur le terrain où il joue, en offrant un cabinet ministériel médiatiquement attrayant [«un gouvernement résolument pro-européen, audacieusement féminin et politiquement cohérent», selon l'éditorial du quotidien *Le Monde*]. Il a été conçu pour couvrir son flanc droit et profiter de la satisfaction populaire – suite à la fuite de Rajoy – afin d'anesthésier les revendications de son flanc gauche. Il n'est pas dans l'intention de cet article d'entrer de manière détaillée dans l'analyse de chaque nomination ministérielle; le temps fera la clarté. Toutefois, le message que le siège du PSOE (sis à rue Ferraz 70 à Madrid) envoie est clair avec les personnes désignées. On ne peut qu'accueillir positivement le nombre de femmes désignées; mais ne soyons pas superficiels, cela ne signifie pas qu'il s'agit d'un gouvernement «féministe». Ce profil dépendra des politiques concrètes. Nous avons affaire à un cabinet de professionnels compétents bien établis dans les structures institutionnelles et économiques. La plupart d'entre eux et elles sont idéologiquement libéraux et avec une figure conservatrice et opportuniste comme Fernando Grande-Marlaska [ministre de l'Intérieur], dont il n'est pas nécessaire d'attendre de voir ce qu'il va faire [en novembre 2013, il est nommé membre du Conseil général du pouvoir judiciaire par le Sénat sur proposition du PP].

Il s'agit d'un gouvernement dont l'objectif principal est d'inspirer la confiance des marchés, de la CEOE [Confédération espagnole des organisations patronales], de la Commission européenne et de l'appareil judiciaire et policier. Sa signification est claire: rassurer les pouvoirs de fait, étant donné que les exigences issues d'une aile gauche, en ce moment même, ne se sont pas exprimées avec netteté sur la scène politique, alors qu'il s'agit de reconfigurer le profil du PSOE afin de gagner les élections en 2019.

Le changement dans le labyrinthe

Les forces du changement, en particulier Unidos Podemos, se trouvent à un carrefour important. Au cours des récents épisodes de la crise politique du PP, Podemos a opéré une régression vers l'intérieur. Tel est le cas du processus des primaires – au milieu de l'affaire Cristian Cifuentes [présidente PP de la Communauté de Madrid qui a dû démissionner le 25 avril 2018, suite à des scandales] – visant à désigner la personne candidate au poste de la Communauté de Madrid en 2019. Cela au moment même où Lorena Ruiz-Huerta [avocate, porte-parole de Podemos dans l'Assemblée de Madrid et membre du courant Anticapitalistas] dirigeait brillamment et efficacement l'opposition politique à la corruption [l'accord interne au sommet de Podemos plaçant Inigo Errejón comme candidat, a conduit au retrait de toute candidature présentée par ce troisième courant – Anticapitalistas – de Podemos].

Il en va de même de l'appel à une consultation interne à Podemos sur la convenance et l'honorabilité de deux de ses dirigeants [l'achat d'une villa par Pablo Iglesias et sa compagne

Irene Montero] – que personne n’avait remis en question – lorsque le début de la fin du gouvernement Rajoy s’annonçait.

Dernièrement, sans débat interne ou externe dans Podemos, la direction a attribué le qualificatif de «force du changement» au parti de Sánchez, sans que ce dernier ait donné aucun signe de rupture avec le régime de 1978 ou avec le pouvoir financier, bien au contraire. Pendant quelques jours, autour de la motion de censure, les principaux porte-parole de Podemos ont concentré leurs efforts pour s’offrir à Pedro Sánchez en tant que partenaires gouvernementaux. Cela avec des arguments qui nous rappellent, certes dans des contextes très différents du point de vue des rapports de forces, ceux avancés à l’époque [de la transition] par Santiago Carrillo [secrétaire général du PC de juillet 1960 à décembre 1982] avec des résultats désastreux qui en ont découlé pour son parti; ou encore par Gaspar Llamazares [ancien membre du PC, puis de Gauche unie-IU dans les Asturies et coordinateur général de IU en 2000] – à une époque où Juan Carlos Monedero [actuellement, reconverti en conseiller de Pablo Iglesias et historiquement lié à «l’expérience vénézuélienne»] était son inspirateur – qui a abouti à réduire drastiquement le nombre de «ses» députés de 15 à 2. Le fil conducteur du raisonnement politique actuel [face au PSOE] montre les traces de l’ADN de l’échec d’hier.

Les forces du changement peuvent choisir de continuer à exiger qu’on les écoute ou de commencer à contester l’hégémonie du PSOE au sein du «peuple des gauches» et ainsi se préparer, avec lui, à contester l’oligarchie dans l’ensemble de la société. Pour ce faire, ne suffisent pas – et sont éculés – des slogans tels que le «gouvernement des meilleurs», le «nouveau contre l’ancien» et d’autres formules marquées par ce genre d’ambiguïtés qui, par ailleurs, peuvent être récupérées non seulement par Ciudadanos, mais aussi par le PSOE.

Il est nécessaire que les forces du changement déploient une énergie en promouvant des initiatives politiques et programmatiques à l’intérieur et à l’extérieur des institutions, dans la société, dans les lieux de travail et d’études, dans les rues et sur les places, en captant et répercutant les exigences des organisations sociales.

A titre d’exemple, il est possible de faire pression sur le PSOE – d’autant plus qu’il existe un terrain et des forces pour cela – en partant de mesures concrètes: l’abrogation de la réforme du travail; la réduction de l’écart salarial entre les salariés et les salariées; l’ajustement des retraites à l’évolution de l’IPC (Inflation moyenne); l’annulation des conséquences négatives de l’application de l’article 155 de la Constitution en Catalogne [article qui la place sous la direction du pouvoir central] et la cessation des mesures répressives contre les personnes et les institutions ainsi que l’ouverture d’une voie de dialogue sans conditions et limites préalables.



L'unité populaire en tant que nécessité

Mais ce n'est pas suffisant bien que ce soit une condition nécessaire. En effet, les forces du changement doivent également prendre une initiative politique, sociale, électorale et organisationnelle à grande échelle qui offrira à nouveau un horizon porteur d'espoir pour la majorité sociale. Elle pourrait, à nouveau, être en mesure d'inspirer de larges secteurs de la population en prenant appui sur un projet d'unité et de démocratie, projet étayé sur un programme solide. L'initiative *#ManifiestoPorMadrid* [initiatives de forces sociales, écologistes, féministes, syndicales pour la santé, l'éducation, la liberté d'expression et pour des transformations profondes dans la gestion de la région autonome] peut être un grand pas en avant à Madrid. Mais cela n'échappe à personne que cette initiative a une dimension indiscutable à l'échelle de l'Etat espagnol.

Ceux d'entre nous qui, comme moi, ont promu et souscrit à cet appel le considèrent comme un outil utile pour Podemos, Izquierda Unida (Gauche Unie), Equo [parti créé en 2011 et membre des Verts européens]; et, plus en général, pour tous les groupes politiques et sociaux qui aspirent à construire une alternative pour la majorité sociale. Il s'agit d'une proposition inclusive, non pas contre qui que ce soit, mais en faveur de toutes les forces et aspirations au changement, et donc plurielle et pluraliste. Dans mon cas, je le fais à partir de mon engagement militant en faveur de Podemos, un agent clé de cette proposition, qui peut et doit y jouer un rôle décisif. C'est sa grande responsabilité aujourd'hui.

L'objectif du Manifeste pour Madrid est de battre la droite à toutes les élections du cycle électoral à venir et de promouvoir les gouvernements de et au service de la majorité sociale. Cela avec audace et détermination afin de résoudre les problèmes urgents et fondamentaux. Mais cet objectif implique d'empêcher le PSOE, pilier du régime de 1978, de diriger le «changement», car ce serait un simple remplacement, ce qui signifierait une simple opération de régénération sans aucune volonté de rompre avec les fléaux de la transition et des politiques néolibérales.

Nous avons été inspirés par des précédents marqués par le sceau du succès: l'appel de Pablo Iglesias à Cayo Lara [coordinateur de la Gauche unie-IU] à tenir des primaires ouvertes à la participation populaire pour les élections européennes qui ont été à l'origine de Podemos, par l'expérience des candidatures d'unité populaire qui ont remporté la victoire dans plusieurs

villes, comme c'est le cas d'Ahora Madrid, après la mobilisation plurielle et pluraliste des énergies du changement.

La proposition est simple: d'une part, l'ouverture d'un débat programmatique participatif, dans lequel existera un espace pour la rencontre de personnes différentes et diverses qui composent la société civile et la carte politique de la gauche; et, d'autre part, en parallèle, la tenue de primaires ouvertes et communes pour établir l'unité sur la base de la pluralité existante, au moyen d'une méthode démocratique qui assure le pluralisme, c'est-à-dire dans le respect d'une représentation proportionnelle des candidatures, contrairement aux méthodes appliquées dans la répartition des candidats élus lors des Congrès de Podemos qui, si elles étaient appliquées dans le parlement espagnol, laisseraient pratiquement Podemos sans représentation. Il s'agit d'opter pour l'audace face à une «logique de réglementation» dont le seul intérêt est de défendre les frontières étroites des partis.

En bref, il est proposé, une sorte de grande fête de la population décidant, face aux accords entre les élites, dans un bureau ou dans un bar, avec ou sans bouteilles. Ou, ce qui revient au même, de parier sur une démocratie capable de déplacer des montagnes. (Article publié le 8 juin, sur le site de *Publico.es*; traduction *A l'Encontre*)

Manuel Gari, économiste et promoteur du Manifeste pour Madrid